

Comment le gouvernement pénalise les familles

Article rédigé par *Élisabeth Wartner*, le 03 septembre 2004

Les récentes dispositions prises par le gouvernement pour réserver l'aide familiale aux seuls foyers fiscaux à revenus limités, et non aux familles proprement dites (Décryptage, 27 juillet), nous entrons clairement dans une logique anti-incitative : coup dur pour les familles nombreuses, qui consentent déjà beaucoup de sacrifices, mais encore plus largement coup dur pour toutes les familles imposables dont les deux parents travaillent et sont les principaux employeurs des assistantes maternelles.

Exclues de certaines prestations basiques dont continueront à profiter les foyers fiscaux aux revenus très bas, ces familles paieront en sus davantage d'impôts .

Elles seront notamment plus pénalisées que les foyers monoparentaux puisque par définition, le foyer monoparental percevant au mieux un seul salaire, il est plus rarement imposable. Sur une base salariale individuelle identique, un foyer monoparental a donc statistiquement toutes les chances d'être maintenu dans la PAJE , contrairement à un couple percevant deux salaires... En outre son accès aux structures de garde collectives, nettement moins onéreux que le recours aux assistantes maternelles, est globalement meilleur puisqu'il fait entrer en jeu les critères sociaux.

Ainsi la famille imposable sera doublement mise à contribution pour assumer le coût global de la non-famille, et celui des familles non imposables : des économies seront réalisées à ses dépens, tandis qu'elle devra contribuer davantage. Disons le clairement, Versailles doit se serrer la ceinture et mettre la main à la poche pour que Sarcelles continue à bénéficier de mesures incitatives... tandis qu'il peut s'avérer plus avantageux pour un couple d'avoir des enfants en dehors de toute structure familiale ou professionnelle déclarée afin de bénéficier de l'allocation de parent isolé (803 euros par mois pour un enfant... voilà qui est incitatif).

Ce n'est pas de la solidarité, mais une pénalisation à visages multiples : pénalisation du mariage et de la stabilité familiale, pénalisation de la famille française, et pour finir pénalisation du travail...

Enfin, on ne peut que s'étonner de l'extrême stupidité d'une telle mesure, à l'heure où une timide reprise démographique fait exploser la demande en assistantes maternelles et permet ainsi de favoriser l'emploi.

Déjà pénalisés en tant que parents, nous serons en outre moins soutenus en tant qu'employeurs...

Et paradoxalement, notre gouvernement nous abreuve de pieuses déclarations d'intentions sur le rôle essentiel de la famille, et parle de donner les moyens aux familles "d'avoir le troisième, voire le quatrième enfant". Est ce pour pouvoir exiger des familles contribuables un impôt sur l'enfant ?

>

>